



Accueil des gens du voyage sur l'Agglomération du Calaisis

*Aire de grand passage
(rue Jacques Prévert 62100 CALAIS)*

Règlement intérieur et convention d'occupation

I Conditions d'accès à l'aire

Article 1

L'aire de grand passage est ouverte du 1^{er} juin au 31 août. Elle est destinée à accueillir prioritairement des groupes de gens du voyage dans le cadre de missions évangéliques. Elle pourra accueillir, selon les disponibilités, et pendant la période d'ouverture sus-précisée, des groupes dits « familiaux ».

L'entrée sur l'aire pourra être refusée à toute personne qui, lors du précédent séjour, aurait commis des manquements au règlement intérieur ou n'aurait pas acquitté les sommes dues au titre de la redevance d'occupation et de la consommation des fluides.

L'occupation de l'aire de grand passage entraîne pour toute personne adhésion au présent règlement intérieur.

Le bénéficiaire de la convention d'occupation de l'aire de grand passage et tout occupant de son chef devra, pour être admis à séjourner :

- avoir pris connaissance du présent règlement intérieur, le respecter et le faire respecter par tous les membres de sa famille et ses visiteurs,
- présenter son titre de circulation et son livret de famille,
- présenter la carte grise et l'attestation d'assurance des véhicules (camions, camionnettes, automobiles et caravanes),
- avoir payé le solde de toutes les dettes qu'il aurait contractées lors de séjours précédents sur cette aire ou une autre aire de la Communauté d'Agglomération du Calaisis,
- s'engager à présenter le carnet de vaccination des animaux domestiques en sa possession. Pour les chiens de 1^{ère} catégorie, elle s'engage à présenter les papiers réglementaires d'identification de l'animal,
- se conformer aux dispositions de l'art. 16 du présent règlement relatif aux redevances,
- signer la convention d'occupation,
- s'engager à disposer dans sa caravane d'un extincteur,
- signer la fiche d'entrée du gestionnaire.

L'occupation du terrain est révocable à tout moment.

Article 2

L'admission et le départ s'effectuent en présence du gestionnaire VESTA. A l'entrée du terrain sont affichés le numéro de téléphone de VESTA, le lieu et les horaires durant lesquels les voyageurs peuvent joindre la personne chargée de l'ouverture du terrain. Les entrées, les sorties et l'ouverture ne pourront pas se faire la nuit (présence obligatoire du personnel d'accueil).

Pour chaque départ, les familles doivent prévenir le gestionnaire 48 h à l'avance. Les familles pourront appeler VESTA au 06.86.40.35.78 de 9h00 à 17h00.

Article 3

Aucun changement de place ne pourra être effectué sans l'autorisation du gestionnaire.
Lors de leur installation sur l'emplacement désigné par le gestionnaire, un minimum de 3 mètres entre chaque caravane est exigé pour raison de sécurité.

Article 4

Seules les familles séjournant en véhicules mobiles en état de marche pourront stationner sur le terrain.

II Conditions de séjour sur le terrain

Article 5

Chaque famille est responsable de l'endroit où elle stationne et son entretien.
Chacun est tenu de veiller à l'état de propreté du terrain. Les ordures ménagères, les déchets de toute nature doivent être déposés dans les conteneurs.

Article 6

Les eaux usées doivent être jetées aux endroits prévus à cet effet.

Article 7

Les installations de l'aire sont mises à disposition des usagers qui les utilisent sous leur responsabilité.

Chaque occupant reste civilement responsable des dommages qu'il provoque. Les enfants sont sous l'entière responsabilité de leurs parents qui s'engagent à les surveiller et à payer, le cas échéant, leurs dégradations.

La ou les personne(s), la ou les famille(s), souhaitant installer un chapiteau : doit (doivent) demander au préalable le passage d'une commission de sécurité ; doit (doivent) être en mesure de présenter un justificatif d'assurance du matériel ; assume(nt) la responsabilité pour tout incident ou accident lié au montage, à l'utilisation et au démontage d'un chapiteau. La Communauté d'Agglomération du Calaisis et le gestionnaire se dégagent de toute responsabilité en cas d'accident lié au montage, à l'utilisation et au démontage d'un chapiteau.

Article 8

Les dépôts de toutes sortes (ferraille, brûlage,...) sont strictement interdits sur l'aire.

Les réparations (démontage moteur, vidanges, carrosserie,...) et lavages des véhicules (caravanes, voitures, camionnettes,...) sont strictement interdits sur l'aire.

Article 9

Chacun est tenu de respecter le calme et la tranquillité des autres familles, de jour comme de nuit, conformément aux règles relatives à l'ordre public, aux bonnes mœurs et au bon sens.

Les familles devront observer une parfaite correction à l'égard des habitants proches, des agents intervenant sur les aires, des entreprises, services et équipements publics. Ils ne devront pas troubler l'ordre public.

Toute personne qui aura proféré des insultes ou qui se sera livrée à des actes de violence à l'encontre du gestionnaire ou des intervenants sur l'aire, fera l'objet d'une procédure d'expulsion.

Article 10

Tous les chiens doivent être attachés sur les emplacements et les chiens de catégorie 1 muselés.

Les animaux de basse-cour sont interdits sur l'aire.

Article 11

La détention et l'usage des armes de toutes catégories sont formellement interdits.

Article 12

A l'intérieur de l'aire, la vitesse est limitée à 10 Km/h.

III Durée du stationnement

Article 13

La durée de stationnement est fixée à 3 semaines maximum sur la période d'ouverture annuelle de l'aire, qui s'échelonne du 1^{er} juin au 31 août.

Article 14

La Communauté d'Agglomération du Calaisis garde la possibilité de réserver des places sur l'aire d'accueil pour des besoins spécifiques.

Article 15

Un voyageur ne peut quitter le terrain sans avoir payé le solde de sa redevance journalière et sans que le gestionnaire n'ait pu constater le bon état de l'emplacement. La caution n'est rendue que si ces 2 conditions sont remplies.

IV Règlement des redevances

Article 16

- A son arrivée sur l'aire, le résident s'engage à verser, au gestionnaire :
 - une avance d'une semaine sur la redevance globale selon les tarifs ci-dessous
 - une caution de 50 € par caravane double-essieux, laquelle restera acquise à la Communauté d'Agglomération du Calaisis en cas d'infraction ayant donné lieu à ordonnance d'expulsion

- Chaque semaine, le résident s'engage à régler, au gestionnaire, la redevance globale suivante :
 - 3€ / jour / caravane double-essieux l'été (du 1^{er} avril au 30 septembre)
 - 4€ / jour / caravane double-essieux l'hiver (du 1^{er} octobre au 31 mars)

Cette redevance globale comprend les prestations suivantes : un emplacement engazonné, l'eau et l'électricité à volonté, benne à déchets, évacuation des eaux usées.

- A la sortie de l'aire :
 - le résident s'engage à régulariser les sommes dues au titre de la redevance globale
 - le résident s'engage à signer la fiche de sortie de l'exploitant
 - le gestionnaire s'engage à restituer la caution si aucune dégradation relevant du résident n'a été constatée

Ces tarifs sont affichés à l'entrée des aires d'accueil et sont susceptibles d'être revus par la Communauté d'Agglomération du Calaisis.

V Sanctions

Article 17

Toutes mesures utiles seront prises pour assurer le respect du présent règlement. Le gestionnaire vérifiera l'ordre, la bonne tenue et le bon fonctionnement de l'aire.

En cas d'infractions au présent règlement intérieur (dépassement de la durée de séjour, impayés, dégradations matérielles sur le site, troubles de voisinage, agressions sur agents oeuvrant sur site...), le gestionnaire avertira l'intéressé des sanctions qu'il encourt et lui demandera de mettre fin sans délai aux troubles ou aux impayés dont il sera l'auteur.

En cas d'infraction(s) grave(s) ou réitérée(s) au présent règlement et aux règles relatives à l'ordre public et aux bonnes mœurs, la Présidente de la Communauté d'Agglomération du Calaisis pourra engager toute procédure, y compris judiciaire, pour assurer le retour à une situation normale, avec le cas échéant, l'expulsion des personnes créant des troubles.

Les violences volontaires constituent une infraction grave au sens du présent article : elles entraînent la résolution de plein droit de la convention d'occupation.

L'interdiction d'accès à une aire pourra revêtir un caractère provisoire ou définitif. Cette interdiction pourra s'étendre aux autres aires de la Communauté d'Agglomération du Calaisis.

En cas de problèmes graves ou permanents, la Présidente de la Communauté d'Agglomération du Calaisis se réserve le droit de recourir à toutes procédures en vue d'une fermeture temporaire du terrain.

Clause résolutoire expresse

Tout occupant fera l'objet d'une expulsion de plein droit dans l'un des cas suivants :

-En cas de non règlement des redevances d'occupation et de consommation des fluides, passé un délai de 48 heures après mise en demeure préalable,

-En cas d'agression verbale ou physique à l'encontre des membres du personnel de la Communauté d'Agglomération du Calaisis ou de ses collaborateurs, et plus généralement des agents oeuvrant sur le site.

L'occupant qui, dans les cas sus-indiqués, refuserait de quitter les lieux après sommation de déguerpir, sera expulsé, ainsi que tout occupant de son chef, par simple ordonnance de référé exécutoire par provision nonobstant appel.

A Calais, le

Le bénéficiaire

La société VESTA

La Présidente de la Communauté
d'Agglomération du Calaisis,



Natacha BOUCHART

Le Vice-Président,
Philippe MIGNONNET

Accueil des gens du voyage sur l'Agglomération du Calais – Aire de grand passage

CONVENTION D'OCCUPATION

ENTRE :

La Communauté d'Agglomération du Calais, ayant son siège Hôtel de Ville, Place du Soldat Inconnu 62100 CALAIS, prise en la personne de sa Présidente, domicilié ès qualités audit siège, et la société VESTA, ayant son siège 7 boulevard Louis XIV- 59000 LILLE, prise en la personne de sa gérante domiciliée ès qualités audit siège.

D'UNE PART

ET :

M..., (bénéficiaire de la convention)

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Art. 1^{er} :

La Communauté d'Agglomération du Calais met à la disposition du bénéficiaire, un emplacement désigné sur l'aire de grand passage, Rue Jacques Prévert à CALAIS, à compter du / / - / / - / / / / / jusqu'au / / - / / - / / / / / en vue l'accueil d'un groupe de gens du voyage, pour une durée ne pouvant excéder trois semaines.

Art. 2 :

Le bénéficiaire, signataire de la présente convention, s'engage :

- à respecter et à faire respecter par tout occupant de son chef, le règlement intérieur annexé aux présentes, ayant lui-même valeur contractuelle et dont il reconnaît avoir reçu autant d'exemplaires que d'emplacements mis à sa disposition,
- à saisir la commission de sécurité de la Ville de Calais préalablement à l'installation d'un chapiteau ; la Communauté d'Agglomération du Calais se dégageant de toute responsabilité en cas d'accident lié à l'installation, à l'utilisation et au démontage d'un chapiteau
- à diffuser ledit règlement intérieur parmi les membres de son groupe,
- à collecter et à régler, dès l'entrée dans les lieux, la caution prévue par l'art. 16 alinéa 1^{er} du règlement intérieur,
- à collecter et à régler, avant sa sortie des lieux ou celle de tout occupant de son chef, le forfait d'occupation prévu à l'art. 16 alinéa 1^{er} du règlement intérieur.

Art. 3 : Clause résolutoire expresse

La présente convention d'occupation est résiliée de plein droit pour l'ensemble du groupe dans l'un des cas suivants :

- en cas de non règlement ou de règlement partiel des cautions et du forfait d'occupation évoqués à l'article précédent, passé un délai de 48 heures après mise en demeure préalable,
- en cas d'agression physique de la part du bénéficiaire ou de tout occupant de son chef, à l'encontre d'un représentant ou du personnel de la Communauté d'Agglomération du Calais, de la société gestionnaire Vago ou de leurs collaborateurs, et plus généralement des agents oeuvrant sur le site,
- en cas d'infractions réitérées au règlement intérieur annexé à la présente convention,
- plus généralement : en cas d'atteinte à l'ordre public

Le bénéficiaire ainsi déchu de son droit d'occupation qui refuserait de quitter les lieux pourra être expulsé, ainsi que tout occupant de son chef, à la requête de la Communauté d'Agglomération du Calais, par simple ordonnance de référé exécutoire par provision nonobstant appel.

Fait à CALAIS, sur l'aire de grand passage, le / / - / / - / / / / /

Le bénéficiaire

La société VESTA

La Présidente de la Communauté
d'Agglomération du Calais,

Natacha BOUCHART

7/7

Le Vice-Président, Philippe
MIGNONNET